



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE  
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE  
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

**Décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Forage agricole d'une profondeur estimée à 125 m, destiné à l'alimentation en eau de  
l'exploitation GAEC Saint-Oger, à Dogneville (88)**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2, R122-3 et R122-3-1;

Vu l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas, en application de l'article R122-3-1 du code de l'environnement ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas comprenant une étude hydrogéologique préalable, présenté par le maître d'ouvrage « GAEC de Saint-Oger », reçu complet le 22 février 2022, relatif au projet de forage agricole d'une profondeur estimée à 125 m, destiné à l'alimentation en eau de l'exploitation GAEC Saint-Oger, à Dogneville (88) ;

Vu l'arrêté préfectoral 2020/378 du 5 octobre 2020 portant délégation de signature de la Préfète de la Région Grand Est, Préfète du Bas-Rhin en faveur de M. Hervé VANLAER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est ;

Vu l'arrêté DREAL-SG-2021-26 du 1er septembre 2021 portant subdélégation de signature de M. Hervé VANLAER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est en faveur de M. Pierre SPEICH, chef du service Évaluation Environnementale et de son adjoint M. Hugues TINGUY ;

Considérant la nature du projet :

- qui relève de la rubrique n°27 a) de la nomenclature annexée à l'article R122-2 du code de l'environnement «Forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 m» ;
- qui consiste en la réalisation d'un forage agricole d'une profondeur maximale estimée à 125 m, d'un débit horaire d'exploitation de 5 m<sup>3</sup>/h et d'un volume annuel de 6 500 m<sup>3</sup> ;
- qui est destiné à l'alimentation en eau de l'exploitation ainsi qu'à l'alimentation en eau de l'habitation de l'exploitant ; actuellement l'exploitant n'est pas raccordé au réseau d'eau potable communal et est alimentée par un forage d'une profondeur de 100 m qui ne fournit pas un volume d'eau suffisant pour l'alimentation en eau de

l'exploitation et de l'habitation de l'exploitant, le nouveau forage permettra de compléter l'apport en eau de l'exploitation ;

Considérant la localisation du projet :

- parcelle cadastrale : Parcelle 0001, Section ZD ;
- au droit de la masse d'eau suivante définie dans l'état des lieux de 2019 du SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Rhin : masse d'eau libre FRCG106 « Calcaires et argiles du Muschelkalk », dont l'état qualitatif et l'état quantitatif global est qualifié de « Bon » dans le même état des lieux, mais qui est **classée « à risques » pour les paramètres « nitrates » et « pesticides »** ;

Considérant les caractéristiques des impacts du projet sur le milieu et la santé publique ainsi que les mesures d'évitement et réduction qui seront mises en œuvre par le pétitionnaire :

- les impacts quantitatifs sur les masses d'eau qui peuvent être considérés comme non notables au regard de l'envergure relativement faible du projet et de la disponibilité de la ressource ;
- les impacts qualitatifs potentiels liés à la création du forage et à son exploitation, pour lesquels le maître d'ouvrage est soumis à la réglementation sur les forages, en particulier l' « arrêté du 11 septembre 2003 [...] fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrage souterrain [...] », prescriptions qui sont de nature à permettre de ne pas dégrader l'état qualitatif de la masse d'eau ;
- les impacts qualitatifs sur les masses d'eau souterraines liés à l'activité d'élevage (épandages d'effluents) et de culture agricole (traitements par pesticides), pour lesquels le dossier ne précise pas les mesures mises en œuvre, mais pour lesquels **il revient au maître d'ouvrage de ne pas dégrader l'état qualitatif des eaux souterraines** ;
- les éventuels impacts cumulés avec le forage actuel de 100 m pour lesquels le pétitionnaire le dossier indique que :
  - les deux forages prélèvent dans la même nappe et sont séparés par une distance de 100 m,
  - la création du second forage aura un impact sur le premier,
  - en l'absence d'essais de pompage, cet effet ne peut être évalué,
  - les deux forages devront donc être utilisés de manière alternée ;en cas de fin d'exploitation du forage actuel, il revient au pétitionnaire de s'assurer d'un rebouchage dans les règles de l'art et d'en informer les services de l'Inspection de l'Environnement de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations (DDETSPP) ;
- les impacts sanitaires liés à la consommation humaine de l'eau souterraine prélevé, et pour lesquels le pétitionnaire indique que, suite aux essais de débit, le pétitionnaire sollicitera l'Agence Régionale de Santé (ARS) pour la réalisation d'une analyse de première adduction et la mise en place d'un programme de suivi de la qualité des eaux captées ; en fonction des résultats des analyses, un traitement spécifique pourrait être mise en œuvre ; dans tous les cas, un traitement de désinfection sera mis en place ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire et sous réserve du respect de ses engagements et obligations, notamment ceux liés à la Loi sur l'eau, le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

## Décide

### Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de forage agricole d'une profondeur estimée à 125 m, destiné à l'alimentation en eau de l'exploitation GAEC Saint-Oger, à Dogneville (88), présenté par le maître d'ouvrage « GAEC Saint-Oger », **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

### Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### Article 3 :

L'autorité décisionnaire est chargée de vérifier au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

### Article 4 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Strasbourg, le 24 mars 2022

Pour le Directeur Régional de  
l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de la région Grand Est,  
et par délégation,  
l'adjoint au chef du service Évaluation  
Environnementale,

  
Hugues TINGUY

### Voies et délais de recours

1) Un recours administratif préalable est obligatoire avant le recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale du formulaire de demande accompagné de la mention du caractère tacite de la décision.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Le recours administratif doit être adressé à Madame la Préfète de région - Préfecture de la région Grand Est - 5 place de la République - BP 87031 - 67073 STRASBOURG cedex

Il peut aussi être adressé un recours hiérarchique au supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire - 246, bd Saint Germain - 75007 PARIS

2) Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif.

Le recours contentieux doit être adressé au :  
Tribunal administratif  
de STRASBOURG - 31  
avenue de la Paix -  
67000 STRASBOURG